

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2009  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2010  
(MIDI-PYRÉNÉES)  
NOR : *ASET1050251M*  
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Midi-Pyrénées ;  
La fédération Sud-Ouest des SCOP du BTP, section TP,

D'une part, et

La CFTC BATIMAT-TP ;  
La CGT-FO BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour 2010, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
I	1	100	17 375
	2	110	17 627

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
II	1	125	18 152
	2	140	20 241
III	1	150	21 688
	2	165	23 565
IV		180	25 730

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

## **Article 2**

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

## **Article 3**

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de la Haute-Garonne.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

## **Article 5**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Toulouse, le 24 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)